

---

# Pas de réformes institutionnelles sans projet politique de fond

*La gauche flamande a toujours abandonné le débat communautaire à la droite, mais aujourd'hui il est temps qu'elle élabore un discours porteur de valeurs de solidarité. Le modèle institutionnel à privilégier est une Belgique fédérale à trois Régions, ce qui permettrait à Bruxelles d'exercer pleinement son rôle de place multiculturelle. Pour qu'il fonctionne correctement, il est nécessaire de recréer un espace public qui ferait renaître une « communauté belge ».*

DIRK HOLEMANS

Les auteurs du texte « Quelques questions à la gauche flamande » ont largement formulé leur problématique. Ils illustrent ainsi une multiplicité de défis avec les connexions possibles entre ceux-ci. Dans le cadre de cette contribution limitée, il est impossible de discuter tous ces aspects. On ne trouvera donc ici que l'amorce d'une réponse.

## OÙ SE SITUE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE ?

Le texte proposé esquisse à la fin trois évolutions qui ont profondément modifié les dernières décennies. Cependant, à la lecture, on discerne une lacune qui traverse l'ensemble du texte. Si, à la première page, aussi bien la social-démocratie (SP.A) que l'écologie politique (Groen!) sont comprises comme de gauche, le reste du texte se réfère presque uniquement à la social-démocratie. À partir de là, nombre d'analyses deviennent insuffisantes. Par exemple, en ce qui concerne la première hypothèse, à la fin des années nonante, le rêve des Verts était de détacher le mouvement ouvrier chrétien, ou du moins un grand nombre de ses membres électeurs, de la démocratie chrétienne. Cette tentative

n'a pas plus réussi que celle de la social-démocratie auparavant. Par ailleurs, la vie collective a poursuivi son évolution et est devenue de moins en moins explicable. Ainsi, il ressort d'une enquête scientifique récente que 14 % des membres du SP.A sont croyants<sup>1</sup>. L'affirmation du texte selon laquelle la social-démocratie ne réussit pas à rejoindre les chrétiens semble donc périmée. Cela rejoint une autre critique que je formulerai, à savoir que l'analyse de la société actuelle est insuffisamment présente.

Il y a plus fondamental. L'inattention à l'écologie politique mène à une analyse « gauche archaïque » de développements cruciaux de la société. Plus précisément, il s'agit ici de la deuxième grande évolution récapitulée dans le texte : « L'augmentation continue d'externalités négatives de la croissance économique, avec son impact désastreux sur les conditions de vie des moins favorisés et des générations futures. » Outre le fait que la problématique écologique affleure à peine, ce constat est malencontreux. Il est vrai que la crise écologique atteint d'abord des populations vulnérables et que nous sommes en train de compromettre l'avenir des générations à venir. Mais cette idée est partielle par rapport à une vision plus englobante. La crise écologique n'est pas une « externalité » qui ne menacerait que certains groupes dans la vie sociale, mais une crise existentielle indissolublement liée aux multiples crises qui surgissent à l'échelon mondial et régional dans les domaines de l'énergie, de l'alimentation, des matières premières, etc. Bien que cela ne ressorte pas du texte, je veux croire que cette vision est constitutive de toute analyse de gauche de la société un tant soit peu perspicace. À ce titre, elle doit aussi être partie intégrante de tout projet de gauche pour l'avenir de la Belgique.

### OU SE SITUE LE MOUVEMENT OUVRIER CHRÉTIEN ACW ?

Donc, le texte proposé identifie exagérément « la gauche flamande » et la social-démocratie. Ce n'est pas seulement l'écologie politique qui requiert une analyse plus profonde, mais le mouvement ouvrier chrétien également. Il est fait mention avant tout du fait que son ancrage aux chrétiens démocrates a empêché la naissance d'un grand front de gauche. Des chances ont assurément été manquées sur ce plan. À ce propos, l'une des déclarations les plus intrigantes a été faite par l'ex-Premier ministre Jean-Luc Dehaene lorsqu'il a déclaré : « Si je débute aujourd'hui en politique... je rejoindrais peut-être le parti socialiste<sup>2</sup>. » Le rôle de l'ACW (le pendant flamand du MOC) mérite une investigation plus profonde quand on analyse « la gauche flamande ». Même en étant intégré au parti chrétien démocrate, l'ACW a défendu d'importants acquis de gauche. Cela a été notamment illustré par le rôle que le syndicat chrétien et son président de l'époque Jef Hoethuys ont joué pour contrer le jeune Guy Verhofstadt comme un « baby Thatcher » (« *da joenk* ») néolibéral au sein du gouvernement Maertens VI.

1 « Vander Weyden P, Abts K et S. Colpaert De SP.A-leden doorgelicht. Wie zijn ze en wat denken ze over maatschappij en partij? » *Samenleving en Politiek*, décembre 2008, p. 13-22.

2 J.-L. Dehaene dans *Knack*, 7 février 2007. Notons qu'il était interviewé par Jos Gheysels, ancien secrétaire politique d'Agalev.

## FORCE DE LA DROITE ET FAIBLESSE DE LA GAUCHE EN FLANDRE

Le texte fait référence aux élections fédérales de 2007 où la gauche flamande a réalisé un score historiquement bas. Cela signifie que la Flandre est majoritairement une région de droite, et cela n'a fait que s'accroître. Les politiques de gauche n'ont pas manqué de nier cette progression de la droite. Ce fut possible parce que cette dernière s'extériorisait électoralement dans le Vlaams Blok. Et grâce au cordon sanitaire, la Flandre a pu jusqu'ici être gouvernée par des ministres de centre-gauche, notamment dans des matières comme la culture et l'enseignement. Indépendamment de ce qu'on estime souhaitable, c'est une situation paradoxale qui ne peut perdurer longtemps si l'électorat passe durablement à droite.

La mise à l'écart politique du Vlaams Belang a fait en sorte que la gauche flamande ne s'est pas laissée perturber par cette avancée de la droite. Cependant, la gauche francophone ne lui a jamais apporté un soutien intelligent pour contrer l'extrême droite : en mettant directement le Vlaams Belang dans le coin, on en a fait un martyr, ce qui était contre-productif. Et si le Vlaams Belang n'a jamais réussi à rompre le cordon sanitaire, il a pollué le débat et poussé le centre politique vers la droite. J'ai hélas chaque mois, comme membre du Conseil du CPAS de Gand, la possibilité d'observer ce que cela implique, et partant, de confirmer l'hypothèse 4. Si un politique de gauche est censé lutter pour les droits des moins bien lotis, on peut s'attendre à ce que le CPAS de la ville, réputée la plus progressiste de Flandre, joue un rôle exemplaire. Rien n'est moins vrai. Certes, il ne s'agit ici que d'un événement qui illustre une dérive bien plus importante. Mais comme mandataire local de gauche, on ressent intensément ce que la « Flandre de droite » signifie quand, par exemple, la proposition d'accorder un appui minimal aux Roms-Tziganes est d'emblée refusée par *tous* les autres partis, y compris le SP.A, le Spirit et l'ACW à l'intérieur du CD&V. On a assisté au même comportement de vote quand, sur les indications de la majorité violette, il s'est agi de rendre inopérante l'assistance médicale minimale aux gens sans papiers. Cette « contamination par l'extrême droite » ne va pourtant pas de soi. Elle chemine la main dans la main avec le « mainstream progressiste » : le glissement de la gauche vers le centre de la troisième voie.

## LE PASSAGE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE À LA TROISIÈME VOIE LIBÉRALE DE L'ÉTAT SOCIAL ACTIF

Au sujet de la troisième hypothèse — le choix de la troisième voie par la social-démocratie —, j'ai publié un article intitulé « Le vide de la gauche<sup>3</sup> ». Ce choix ne fut pourtant pas lié à une question interne de politique social-démocrate partisane. Cela a été un projet de société diffusé par les médias progres-

<sup>3</sup> Pour une analyse approfondie de la troisième voie, voir D. Holemans, « The Third Way: Die Neue Mitte/Mythe? », dans *Oikos*, n° 13, 2000, p. 11-34, et, plus récemment, « De leegte van links », dans *Samenleving en politiek*, n° 7, 2007, p. 17-23.

sistes, lesquels voulaient par là se « libérer » de leur responsabilité de gauche en se dénommant désormais uniquement comme « progressistes ». Le piquant de l'histoire, c'est que les libéraux se présentent aussi comme progressistes et qu'en fait, personne ne sait ce que ce terme désigne.

Vu sous cet angle, le choix de la troisième voie signifiait en réalité un adieu à la gauche. En se rebaptisant progressistes, ils se déchargeaient du devoir moral de prendre position pour ceux qui sont les plus fragilisés dans notre société. Ce que « violet » signifie dans la vie sociale, Yves Desmet l'a clairement exprimé en tant que rédacteur en chef du *Morgen*, une semaine après la défaite électorale désastreuse de juin 2007 : « L'appel à faire à nouveau du SP.A le parti du misérabilisme, des malades, des faibles et des perdants est futile et sans espoir. Ce public électoral se situe depuis longtemps du côté du populisme, et cela ne se défait pas en une génération. [...] Une petite idée seulement : peut-être existe-t-il quelque chose comme un véritable public violet, économiquement pragmatique, juridiquement et culturellement de gauche. Quelque chose de plus jeune, de plus urbanisé, mieux éduqué et représentant davantage les ménages à deux revenus que le Flamand moyen<sup>4</sup>. »

Néanmoins, qui passe de gauche à progressiste doit payer un certain prix. En premier lieu, renoncer à la solidarité avec les plus défavorisés. On ne peut être économiquement à droite et culturellement à gauche. En effet, pour qui ne veut pas faire violence aux concepts, « gauche » signifie toujours la solidarité avec ceux qui tombent du bateau. Ce n'est donc pas par hasard que beaucoup de Flamands se dénomment progressistes plutôt que de gauche. Ainsi, on n'est plus concerné par ce qu'on fait (ou ne fait pas...) pour les perdants de notre vie sociale. Et nous en arrivons ainsi au second prix que les progressistes paient actuellement en Flandre. À force de se focaliser unilatéralement sur l'élargissement des droits individuels sur le plan éthique, un tabou s'installe au sujet de tout ce qui a quelque chose à voir avec un discours axé sur les valeurs *collectives*.

Pendant que la gauche flamande se laissait détourner par les voleurs d'âmes violets, la droite profitait du vide de la gauche pour investir l'espace normatif. En septembre 2007, j'ai écrit à ce sujet qu'il est regrettable de constater comment les partis de gauche dansent autour du bouillon brûlant de la nouvelle question sociale. Je visais par là une nouvelle forme de capitalisme qui a émergé pendant les dernières décennies, dans le cadre duquel les entreprises mondiales cotées en bourse sont à l'affût de gains à court terme. Le travail et aussi les entreprises locales sont des produits jetables en fonction des intérêts des actionnaires.

L'analyse est plus vraie que jamais en 2009... Je citais alors le sociologue Richard Senett : « Le système actuel crée tant d'iniquité, et prend soin pour ce faire, que la démocratie est en danger. Bien des jeunes se rendent parfaitement compte qu'ils vivent dans l'insécurité, qu'ils abordent l'avenir sans provision. Ressentir de la continuité, c'est essentiel pour les gens. »

<sup>4</sup> Yves Desmet, *De Morgen*, 16 juin 2007.

La société flamande est devenue plus dure sur tous les plans. Le rêve d'une société chaleureuse pour chacun est remplacé par la réalité d'une société froide. Toute forme de compassion mutuelle est remplacée par un système formel de droits, mais avant tout de devoirs. Ainsi, l'accent qui est mis de plus en plus sur la responsabilité, par exemple en matière de chômage, est pervers lorsqu'il s'agit de groupes sociaux structurellement exclus. Ici, la gauche a manqué une occasion : celle de faire valoir clairement que l'insécurité d'existence n'atteint pas seulement les gens qui sont en bas de l'échelle, mais concerne désormais une majorité dans notre société. C'est la lutte solidaire contre cette insécurité qui peut fournir un nouveau cadre idéologique. Les dix dernières années ont montré clairement qu'en choisissant le violet (et éventuellement l'arc-en-ciel), la gauche flamande n'a pas tenu ses promesses. Le choix de plus de marché a conduit à davantage de bien-être moyen, mais dans la même mesure, à davantage de précarité plus largement répandue. Et le fossé entre pauvres et riches est devenu plus profond.

Dans ce sens, il n'est pas surprenant que les propositions de droite qui vont dans le sens d'un repli sur une petite communauté, grande comme la Flandre, semblent rencontrer un plein succès. Il est grand temps que la gauche œuvre à un nouveau discours porteur de valeurs. Si Sarkozy peut gagner les élections en France en brûlant publiquement l'héritage de mai 1968, alors des valeurs comme l'émancipation et l'épanouissement personnel devront bien, elles aussi, recevoir un nouveau contenu. Il est urgent que la gauche rompe avec un certain nombre de tabous. Notamment en admettant que toute individualisation n'épanouit pas l'individu, que l'hyperconsommation n'a rien à voir avec l'émancipation, que de nouvelles formes de vie en commun et de solidarité organisée sont nécessaires. C'est à partir de cette analyse que, dans le reste de mon exposé, je vais essayer de répondre aux questions du texte. Ici, je tiens à dire que les propositions institutionnelles, tout en craignant qu'elles ne soient guère porteuses de changements si elles ne s'accompagnent pas d'un projet de gauche substantiel et actuel pour ce pays fédéral qu'est la Belgique ; d'un projet qui apporte en même temps une réponse diversifiée aux situations économiques différenciées des deux parties du pays.

## **UN ENSEMBLE COHÉRENT DE PROPOSITIONS INSTITUTIONNELLES**

Je suis d'accord avec l'analyse selon laquelle un fédéralisme à deux conduit en droite ligne à refiler la patate chaude à l'autre entité fédérée et à bloquer les dossiers. Et qui a pour résultat que Bruxelles est paralysée par une structure trop complexe. À ce propos, je suis partisan d'une Belgique fédérale à trois qui se compose de trois régions, ce qui permet à Bruxelles d'exercer pleinement son rôle de place et de communauté cosmopolite et multiculturelle. Les propositions de circonscription fédérale emportent aussi mon accord.

## MAIS OÙ EST LA FORCE DE L'IMAGINATION ?

Plus haut, j'ai déjà indiqué que la gauche flamande avait laissé à la droite le débat sur la dimension collective et communautaire de l'existence (« *de gemeenschapsvorming* »). Par ailleurs, toute communauté n'est pas libératrice, mais réciproquement l'émancipation est impossible sans lutte communautaire. Ce combat veut adapter les institutions aux besoins des groupes de population. Si nous voulons un nouvel avenir pour la Belgique, alors les cinq propositions devront être accompagnées d'un discours mobilisateur sur le fond, qui relie les gens et soit susceptible de porter la renaissance d'une « communauté belge ». Comme l'affirme Bénédicte Anderson, une nation est une *communauté imaginée*. Le terme « imaginée » renvoie au donné dont, par la force des choses, nul n'a connaissance dans une nation, mais indique que le sentiment de « reliance » repose sur une idée vivante en chacun. Tout simplement, c'est sur la base de la conscience d'être membre d'une communauté que les gens sont prêts à être solidaires.

Oui, mais les domaines qui ont à voir avec la création d'une « *imagined community* » — culture, médias, enseignement... — sont tous régionalisés. Concrètement, en Flandre, il est plus facile d'obtenir des subsides pour la coopération avec un partenaire sud-africain qu'avec un Wallon... Autrement dit, si un projet de gauche veut avoir un avenir dans une Belgique fédérale — double mission ! — alors, la grande affaire sera de créer un espace public. Or, à ce sujet, le texte présenté par *La Revue nouvelle* ne fournit pas assez de pistes. Il procède démesurément de l'idée selon laquelle les anciens clivages ont encore un fort impact dans la vie sociale. Or, nous menons de plus en plus une *vie sociale dans l'instant*. La forte individualisation et le discours particulariste qui se sont développés de part et d'autre de la frontière linguistique en connexion avec la révolution mondiale des nouvelles techniques de communication, la culture globalisante boostée par le marché, créent une situation paradoxale. Dans les deux parties du pays, des jeunes d'aujourd'hui appartiennent au même monde sans frontières, mais ont en même temps peu d'affinité avec la communauté qui se trouve de l'autre côté de la frontière linguistique. Comment la gauche peut-elle contribuer à surmonter ce paradoxe ? Libérée des vieux clivages, elle devra, pour y parvenir, esquisser avec les jeunes Belges de nouvelles perspectives d'avenir qui offrent des réponses pour le vivre ensemble partagé de demain.

■

Traduction : Paul Gérardin